

Front unique pour Decazeville!

C'est le 19 décembre que la grève à commencée. Bientôt un mois que 2000 mineurs accupent nuit et jour les lieux de travail. 860 au fond de la mine, ils ne remontent au jour que quelques minutes toutes les 48 heures. Les autres, malgré le mauvais temps ont élu domicile dans l'exploitation à ciel ouvert ou dans la centrale de Peuchot. Des paysans les ont rejoint, des enfants aussi. Decazeville est devenue une ville morte. Noël et le Jour de l'An sont passés et n'ont pas ralenti l'action. Au contraire, depuis le 19 décembre la lutte s'est développée. Les ouvriers, les commerçants, les paysans, les femmes et les enfants trouvent chacun à sa façon l'occasion de manifester. Les uns baissent les prix, les autres distribuent du lait et des vivres, d'autres font la grève de la faim. Le mouvement déborde le département. Et déjà des grèves ont eu lieu dans l'Hérault, le Tarn, la Loire, les Cévennes et en Provence. Le 9 janvier, à l'appel des syndicats : 24 heures de grève et une manifestation formidable.

Devant l'ampleur du mouvement, les 307 maires de l'Aveyron ont donné leur démission, partis bourgeois y compris.

La fermeture de la mine de Decazeville, cause de cette agitation, se traduirait par un appauvrissement de toute la région. Elle fait vivre un canton, elle préserve la région d'un isolement complet en fixant quelques petites industries. Dans ces conditions on comprend pourquoi les classes moyennes et les paysans sont intéressés au maintien en activité de la mine et à la lutte des mineurs.

LA LUTTE CONTRE LA CONCENTRATION

Depuis environ cinq ans, tous les puits de l'Auvergne, de l'Allier, ferment les uns après les autres. Aujourd'hui, c'est Decazeville, l'exploitation la plus rentable du Sud-Ouest avec ses 2150 kg extraits par homme et par jour — la moyenne en France est de 1897 kg — qui est condamnée à la fermeture progressive jusqu'en 1965. Cela signifie que les mines de toute la région fermeront. S'il en va ainsi dans le domaine du charbon, il en ira de même pour les industries sidérurgiques de « faible rentabilité » comme les forges de l'Adour... C'est le processus de concentration capitaliste accéléré par l'équipe gaulliste qui condamne ces industries disséminées et occupant une place secondaire dans l'économie nationale. La mise en route du Marché commun qui exige une compétition dans le domaine des prix de revient, un haut niveau de modernisation,

dirige le choix vers les combinats du Nord et de l'Est.

Les investissements se tournent vers les deux complexes sidérurgiques de Dunkerque et de Jofef qui vont bientôt entrer en fonctionnement, l'un tourné vers l'extérieur, l'autre situé au centre de la sidérurgie de la petite Europe. Que représentent alors pour les trusts les quelques centaines de milliers de tonnes de charbon extraites dans le Sud-Ouest à côté de ces énormes combinats ?

Les plans de Jeanneney sont donc tracés : il faut liquider Decazeville. Et la presse bourgeoise d'entonner le chœur : « Il faut se faire une raison ».

Seulement les mineurs ne l'ont pas entendu de la même oreille. Ils se refusent à être des ouvriers au rabais.

POUR EUX PAS DE CAPITULATION, UNE ISSUE DIFFERENTE PEUT ETRE TROUVEE ET C'EST LA LUTTE QUI SE CHARGERA DE LE DEMONSTRER.

L'épreuve de force est engagée. Et l'enjeu n'est pas mince...

Fin 60, Renault licenciait 3000 travailleurs. Malgré des indemnités plus faibles qu'à Decazeville, il n'y a pas eu de lutte, chacun ayant retrouvé un emploi. Courant 61 des usines ont fermé, mais la main-d'œuvre a été absorbée. Qu'en sera-t-il en 1962 ?

Sur les vues des statistiques de 61, l'expansion est faible, surtout dans l'industrie chimique et métallurgique (130.000 voitures de moins qu'en 60. La sidérurgie est stationnaire — nous sommes loin des 5,5 % d'expansion annuelle fixés dans le IV^e Plan.

Un ralentissement de l'expansion combinée aux nécessités des modifications de structure réclamées par le Marché commun verra le problème de Decazeville se poser également pour d'autres régions, pour d'autres industries. Or, le capitalisme français engagé irrévérablement dans le processus de la concentration et lié par ses engagements envers ses partenaires européens sait qu'il lui faut vaincre les mineurs du Sud-Ouest qui, en s'opposant à ses plans créent un précédent fâcheux.

Dans un tel contexte, l'attitude des organisations syndicales aura des conséquences importantes et Decazeville est aujourd'hui UN TEST.

LES MINEURS PEUVENT VAINCRE !

Les querelles sur la rentabilité ou non de la mine sont vaines. Il est impossible d'amener le capitalisme à une compréhension

de la « rentabilité » autre que la sienne.

Le problème est de lutter pour obtenir que le processus de concentration ne soit pas réalisé sur le dos de la classe ouvrière mais soit à la charge des capitalistes. De refuser que le chômage s'installe dans des régions entières. Ce but peut être atteint, il est à la portée des syndicats s'ils le veulent !

A Decazeville un comité inter-syndical a été créé. Le P.C.F., la S.F.I.O., le P.S.U. soutiennent les mineurs, le Front unique ouvrier a été réalisé et entraîne les plus larges masses dans la lutte.

Ceci doit être utilisé pour aboutir à une mobilisation générale de la classe ouvrière derrière les mineurs.

Des divergences se sont faites jour entre les syndicats à propos de la solidarité. La C.G.T. préconisait prioritairement comme soutien l'action gréviste, F.O.-C.F.T.C. eux, proposaient de demander aux travailleurs des autres bassins miniers le versement d'une demi-journée de salaire. La C.G.T. avait raison, ce qui importe le plus c'est l'engagement physique aux côtés de ceux de Decazeville, mais la solidarité financière constitue aussi une aide essentielle car pour mener la bataille il est nécessaire aussi de disposer d'un « trésor de guerre » pour résister au pouvoir.

Il faut faire de Decazeville un point de cristallisation où se concentrera toute l'énergie des travailleurs contre le régime d'exploitation. Cela sous-entend qu'on change le rythme de la lutte. Frachon, Descamps et Bothereau doivent se rendre auprès des travailleurs en lutte, ils doivent y engager leur responsabilité directe et apporter tout le soutien de leur confédération.

Un tract expliquant les raisons de la lutte doit être diffusé à des millions d'exemplaires. Des prises de paroles aux portes des usines doivent être faites par les différents responsables des syndicats.

La radio « privée » doit être utilisée. Rien ne peut être négligé dans ce combat.

Les mineurs du Borinage en appelant ceux de Decazeville « à tenir » ont rappelé opportunément que les mineurs français n'étaient pas les seuls intéressés à cette lutte. Les travailleurs européens doivent soutenir également ce combat.

L'unité réalisée dans le Sud-Ouest doit être développée en France et en Europe. Les syndicats affiliés à la F.S.M., à la C.I.S.S.L., à la C.I.S.C. doivent s'entendre pour la défense de ceux de Decazeville.